

4 mai 2017

Premier anniversaire des feux de forêt de Fort McMurray
Salut à la population de Fort McMurray
et de la région de Wood Buffalo

- Peggy Askin -



Premier anniversaire des feux de forêt de Fort McMurray

- Salut à la population de Fort McMurray et de la région de Wood Buffalo - *Peggy Askin*

Manifestation des travailleurs de CEZinc à Toronto

- Ne touchez pas à nos pensions! Les travailleurs tous unis!

Entrevue avec les cols bleus de Montréal

- Les travailleurs mènent une campagne pour la défense des employés municipaux - *Nicolas De Ciccio, coordonnateur de « Action auxiliaires » du Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal*

Ingérence impérialiste au Venezuela

- Tous avec les travailleurs de l'automobile et le gouvernement vénézuéliens pour forcer GM à assumer ses obligations! - *Margaret Villamizar*

- Note aux lecteurs

Premier anniversaire des feux de forêt de Fort McMurray

Salut à la population de Fort McMurray et de la région de Wood Buffalo

- Peggy Askin -

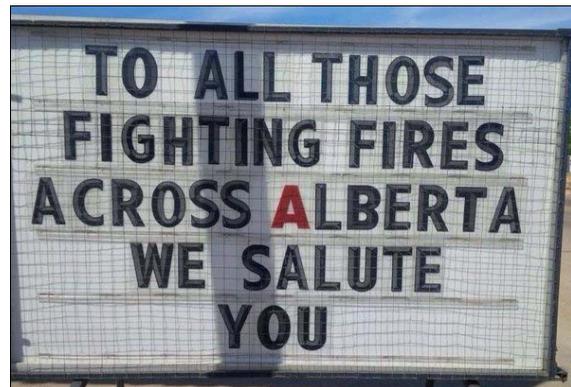


Des travailleurs municipaux de Calgary en renfort à Fort McMurray

Forum ouvrier transmet ses salutations et rend hommage aux travailleurs et à la population de Fort McMurray et Wood Buffalo à l'occasion du premier anniversaire des feux de forêt dévastateurs qui ont ravagé la ville et la région à partir du 3 mai 2016.

Le 3 mai, la ville de Fort McMurray a tenu des événements toute la journée à partir de 5 heures du matin avec un déjeuner communautaire et un yoga au lever du soleil pour rassembler les gens en cette journée difficile.

Les résidents de Fort McMurray et les travailleurs d'urgence ont été largement salués pour le fort sens communautaire qu'ils ont démontré dans l'évacuation de la ville dans des conditions très périlleuses. Près de 90 000 personnes ont dû être évacuées et deux personnes sont mortes lors des évacuations. Environ 3500 pompiers ont été mobilisés dans la lutte contre les feux et de nombreux travailleurs sont restés derrière pour maintenir les services essentiels.



Les incendies ont endommagé environ 2500 bâtiments dont des condos, des maisons et des appartements. Environ 90 autres structures ont été endommagées, notamment des hôtels et des installations aéroportuaires. L'infrastructure la plus critique, notamment l'hôpital, les bâtiments municipaux et toutes les écoles, sauf une en construction, a été préservée. Les feux ont brûlé dans la région de Wood Buffalo pendant deux mois, couvrant 1,5 million d'acres avant qu'ils ne soient finalement déclarés sous contrôle.

La population de Fort McMurray est d'actuellement environ 73 500 personnes, à peu près 5000 résidents de moins que ce qui est indiqué dans le recensement municipal de 2015. Plusieurs de ceux qui n'y sont pas retournés ont perdu leur emploi alors que les monopoles des sables bitumineux ont licencié du personnel en réponse aux bas prix du pétrole, souvent même avant les feux de forêt.

En dépit des efforts héroïques et du fort esprit communautaire, le rétablissement a été lent et difficile. Une enquête de l'Université de l'Alberta a démontré que 12,8 % des résidents ont souffert du trouble de stress post-traumatique (TSPT) six mois après l'incendie, tandis que 14,8 % ont «

probablement » subi un trouble dépressif majeur (TDM).

L'étude a également révélé que ceux qui ne bénéficient pas de l'appui de la famille et d'amis ont été beaucoup plus susceptibles de souffrir du TSPT ou de TDM, un prix terrible à payer en raison du manque de soutien nécessaire pour ceux qui en ont le plus besoin. [1]

Les efforts de reconstruction ont été lents. Seulement 645 permis de développement ont été émis depuis les incendies. Le département de planification de Wood Buffalo s'attend à recevoir jusqu'à 2 000 demandes d'ici le 30 juin, un nombre bien inférieur à celui des maisons détruites. Bien que le contexte saisonnier et la nécessité d'un nettoyage complet des matériaux toxiques laissés par les incendies aient joué un rôle, le rythme lent est également le résultat des nombreuses difficultés que les gens ont vécues dans leurs réclamations en assurances. On parle notamment des tentatives des compagnies d'assurance de reconstruire avec des matériaux moins chers et parfois plus inflammables et des longs retards dans le traitement des réclamations. La chercheuse auprès de l'Institut de technologie du sud de l'Alberta (SAIT), Rebecca Davidson, qui a fait des entrevues en 2016 avec les résidents de Fort McMurray a dit que « les assurances sont quelque chose qui revient constamment dans toutes les conversations ».

Un autre problème sérieux c'est que les propriétaires de maisons voient la nécessité de reconstruire avec des matériaux plus résistants au feu, mais les difficultés financières auxquelles ils ont fait face rendent cela impossible. Alors que les grands producteurs des sables bitumineux ont bien protégé leurs investissements, à la fois avec des matériaux de construction ignifuges et des coupe-feu, les travailleurs ont été laissés à eux-mêmes. Cela fait des années que le gouvernement de l'Alberta refuse de libérer des terres pour le logement. Le gouvernement a choisi de garder les terres disponibles pour les monopoles des sables bitumineux au détriment du logement. Le gouvernement n'a pratiquement rien fait pour construire le pare-feu nécessaire autour de la ville alors que les feux de forêt autour du lac des Esclaves ont révélé qu'il était nécessaire de le faire. Les maisons construites avec des matériaux très inflammables ont souvent été entassées près de la forêt, très vulnérables aux feux de forêt. Maintenant, ce sont les travailleurs qui doivent porter eux-mêmes le fardeau de se protéger, eux et leurs familles, pour l'avenir et personne n'est forcé de rendre des comptes pour cela.

Le directeur général de l'Institut pour la réduction des pertes causées par des catastrophes (ICLR), Glenn McGillivray, a dit : « Notre enquête a conclu que les vents chargés de braises ont été la cause majeure des débuts d'incendies des résidences, et non directement le contact avec le feu ou la chaleur rayonnante. Nous savons comment atténuer cela avec des matériaux de construction, des bouches d'aération, des aménagements paysagers et autres. En Alberta, les sous-sols doivent contenir des clapets anti-refoulement parce qu'ils sont enclins aux inondations. Nous voulons que les caractéristiques de résilience au feu soient une exigence pour les propriétés dans des zones comme Fort McMurray qui sont sujettes à des feux de forêt. » Le *Globe and Mail* a déclaré que « M. McGillivray admet qu'il est 'peu probable' qu'un tel changement entre en vigueur à temps pour faire une différence dans la reconstruction de Fort McMurray, mais il 'espère que cela va se produire à l'avenir' ». Comment cela est-il acceptable ?

Les événements reliés à ce feu dévastateur ont montré à quel point les travailleurs et les Premières Nations sont précieux, que ce soit les travailleurs d'urgence, tous les travailleurs et les gens de Fort McMurray, ou ceux qui ont accueilli les gens évacués dans leurs communautés. Les gouvernements doivent faire leur devoir, qui est de veiller à ce qu'ils soient pris en charge lorsqu'ils sont blessés au travail. Le statu quo en vertu duquel les riches s'occupent d'eux-mêmes au détriment des travailleurs et de toute la société ne peut pas continuer.

Note

1. L'étude a révélé que les adultes ayant dit qu'ils n'avaient « aucun soutien » ont été environ neuf

fois et demi plus susceptibles de développer un TSPT et 13 fois plus susceptibles de développer un TDM après six mois, comparativement à ceux qui ont déclaré avoir reçu un soutien « complet ».

(Sources : CBC, Globe and Mail)



Manifestation des travailleurs de CEZinc à Toronto

Ne touchez pas à nos pensions! Les travailleurs tous unis!



Ne touchez pas à nos pensions ! Les travailleurs tous unis ! : voilà le message que les travailleurs de CEZinc en grève et leurs alliés sont allés livrer aux actionnaires du Fonds de revenu Noranda qui participaient à leur assemblée générale annuelle à la Bourse de Toronto le 28 avril. CEZinc est la propriété de Glencore, qui contrôle le Fonds de revenu Noranda par un bloc d'actions et exploite l'affinerie CEZinc de Salaberry-de-Valleyfield. Des centaines de métallos portant drapeaux se sont rassemblés devant l'édifice de la Bourse et ont scandé « Ne touchez pas à nos pensions ! », « Pour une retraite dans la dignité ! ». Les travailleurs de CEZinc, qui sont membres de la section locale 6486 du Syndicat des Métallos, ont été rejoints par les métallos du District 6 dont des travailleurs de la section 1005 de Hamilton et du Conseil de la région de Toronto des Métallos.



Les 371 travailleurs de l'affinerie CEZinc à Salaberry-de-Valleyfield sont maintenant en grève depuis le 12 février. Ils refusent de se soumettre aux concessions que leur demande Glencore dans la ronde actuelle de négociations pour le renouvellement de leur convention collective. Ces concessions comprennent des attaques contre leurs pensions qui sont le résultat de décennies de luttes. Les travailleurs ont choisi cette réunion des actionnaires du Fonds de revenu pour lancer leur campagne mondiale contre Glencore et le Fonds.

Un après l'autre, les orateurs dont Manon Castonguay, la présidente de la section 6486 des Métallos, et Alain Croteau, le directeur québécois des Métallos, ont parlé de l'unité croissante qui se développe entre les travailleurs du Québec et de l'Ontario et du reste du Canada dans la lutte à la défense des droits qu'ils ont gagnés au fil des années par leurs luttes. Un des orateurs a parlé d'une ligne de démarcation qui vient d'être tracée et ne sera pas dépassée. « Nous ne reculerons pas sur la question des pensions. Dans le froid, sur nos lignes de piquetage, nous disons que mieux vaut rester debout sur nos lignes de piquetage qu'à genoux dans l'usine », a-t-il dit. Les représentants du district 6 de l'Ontario se sont engagés à appuyer les travailleurs en grève. Votre lutte est notre lutte, un gain pour vous est un gain pour nous, ont-ils dit.

Drapeaux déployés et au son de leurs trompettes, ils ont poursuivi leur action en marchant vers le site de la Journée de deuil à Toronto, où ils se sont joints à la cérémonie en commémoration de ceux qui sont morts ou ont été blessés au travail où les travailleurs renouvellent leur engagement à lutter pour les vivants.





Entrevue avec les cols bleus de Montréal

Les travailleurs mènent une campagne pour la défense des employés municipaux

« Avec le mouvement de défense, on se lève, on dit que c'est assez, qu'on ne peut pas accepter les attaques contre la fonction publique municipale »

- Nicolas De Ciccio, coordonnateur de « Action auxiliaires » du Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal -



Manifestation des employés municipaux de Montréal à Québec le 12 mai 2016

Forum ouvrier : Le Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal a lancé le mouvement de défense « Action Auxiliaires ». Quel est le but de ce mouvement ?

Nicolas De Ciccio : « Action auxiliaires » concerne les travailleurs auxiliaires et tous les travailleurs de la fonction publique municipale. Notre syndicat, notre présidente, ont essayé de demander à l'administration Coderre de faire preuve de raison, d'agir de bonne foi. L'administration Coderre-Marcoux a complètement pourri les relations de travail à la ville, que ce soit les cols bleus, les policiers, tout ce qui s'appelle employés municipaux. Elle n'a pas de considération pour nous. Ce qui est arrivé dernièrement, le licenciement massif de 51 employés auxiliaires membres de notre syndicat, c'est la goutte qui a fait déborder le vase. L'administration Coderre ne s'en cache même pas. Elle veut couper, remplacer un travailleur sur deux qui partent, se débarrasser de 1000 auxiliaires. Ces 51 travailleurs qui perdent leur emploi en masse, ce sont des auxiliaires mais ils travaillaient à temps plein pour la ville, plusieurs avec 15 ans de services. C'est un choc mais ça fait partie d'une tendance. On vient de perdre l'entretien ménager à la cour municipale qui a été privatisé. Il y a d'autres endroits à la ville où les auxiliaires perdent leur emploi au profit de l'entreprise privée quand ce n'est pas aux OBNL (Organismes à but non lucratif). *[C'est une pratique de la ville de Montréal d'envoyer des emplois qui traditionnellement ont été occupés par les cols bleus à des OBNL, lesquels sont souvent créés par la ville elle-même, où les salaires, les conditions de travail et les conditions de santé et de sécurité sont très inférieurs à ceux des cols bleus. - Note de FO]*. Le mémoire que vient de produire le Syndicat canadien de la fonction publique au Québec décrit bien cette situation.

Un auxiliaire c'est un travailleur qui accomplit les mêmes tâches qu'un permanent. C'est le statut d'employé qui n'est pas identique. On ne peut pas dire d'un auxiliaire qu'il est nécessairement temporaire. On a beaucoup d'auxiliaires qui travaillent à l'année. Ceux qui vont être mis à pied, qui travaillaient à la sécurité à l'hôtel de ville avaient entre 5 et 15 ans de services. Ils travaillaient à temps plein. Aussi, pour leur permettre de garder leurs emplois et garder une bonne relation de travail, on avait signé des lettres d'entente qui permettaient que les auxiliaires n'aient pas 36 heures qui est la semaine de travail des cols bleus. Malgré tout, c'est l'impartition qui règne, avoir du cheap labour lequel finit toujours au bout du compte par coûter plus cher et on perd l'efficacité, on perd l'expertise, l'expérience cols bleus. Parce que les cols bleus font ce travail là à l'année. C'est un métier qu'on fait. On n'est pas au service d'un patron, on ne travaille pas pour remplir les poches de quelqu'un. On est au service des citoyens.

Quand l'annonce a été faite, les directeurs syndicaux, la présidente, ont demandé encore une fois à l'administration de s'asseoir, de pouvoir négocier ; on a des articles qui disent qu'il faut essayer de collaborer, de trouver des solutions mais l'administration ne voulait rien entendre. Le but, c'est d'éliminer la fonction publique, du moins les auxiliaires, réduire la fonction publique le plus possible. Alors le syndicat a décidé de mettre sur pied ce mouvement de défense « Actions auxiliaires ». Notre présidente a toujours dit qu'un col bleu c'est un col bleu, qu'il soit auxiliaire, retraité ou permanent, le syndicat ne fait pas de différence. Quand on dit « Actions auxiliaires » il faut comprendre que ça va toucher tous les cols bleus. Les auxiliaires, ce sont les premières victimes. Les titulaires de postes vont eux aussi être éventuellement touchés, de même que ceux qui vont prendre leur retraite. Il y aura de moins en moins de cotisants au régime de retraite, donc c'est à toute la fonction publique qu'on s'attaque. C'est vraiment l'optique dans laquelle l'administration fonctionne pour l'instant. C'est certain que s'il n'y a plus de cotisants, cela va avoir un impact. Déjà, ils coupent les retraités, ils ont éliminé leur indexation. On ne remplace pas un titulaire sur deux qui s'en va, on se débarrasse des auxiliaires, c'est certain que dans cinq ou dix ans ils vont nous dire qu'ils sont déficitaires, qu'ils n'ont plus assez d'argent. Les retraités vont être attaqués.

En fait, l'administration Coderre-Marcoux s'attaque à la nouvelle génération de travailleurs et aux retraités.

M. Coderre, cela fait combien d'années qu'il est au service de la ville ? Quelques années seulement.

Les cols bleus, on est là pendant 30-40 ans. En plus de cela, les deux derniers maires, ce sont eux qui ont terni la réputation de la ville. Nous autres, on a continué de servir le citoyen. On ne sert pas la politique, on sert Montréal. C'est de cette façon qu'on a une expérience que les autres n'ont pas. C'est un métier pour nous.

Regardez ce qui s'est passé avec le déneigement cet hiver. On y va avec des entrepreneurs privés qui n'ont pas d'expérience et paient mal leurs employés. Leur roulement est très élevé parce que les gens sont tout le temps à la recherche d'un emploi plus payant, et on se retrouve avec les résultats que l'on sait.

FO : Quelle sorte de mobilisation « Actions auxiliaires » va-t-il mener ?

NDC : Ce qu'on veut faire avec le mouvement de défense c'est se lever, c'est dire que c'est assez, qu'on ne peut pas accepter les attaques contre la fonction publique municipale. C'est le Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal qui prend l'initiative. Ce qu'on fait c'est un mouvement de défense parce qu'on se fait attaquer de tous les côtés, par tous les paliers de gouvernement, que ce soit les retraités, les auxiliaires.

On veut essayer de collaborer, d'avoir la reconnaissance de l'employeur. Il faut savoir que Denis Coderre a fait sa campagne pour devenir maire en disant que oui c'est important les cols bleus, que oui on va ramener l'expertise à l'interne, que la Commission Charbonneau a montré qu'avec le privé on a plus de corruption, plus de collusion. C'est ce qu'il a dit pendant sa campagne.

Pour l'instant, on fait sentir notre présence. On fait sentir à l'administration Coderre qu'on n'est pas d'accord avec son plan, avec le non respect de ses employés. On espère un changement. Pour l'instant, on mène des actions de visibilité, on se lève debout, c'est la première étape, on dénonce son plan, on veut autre chose. On a eu une action de visibilité récemment, on est allé à un brunch-bénéfice tenu par le maire de Montréal pour appuyer sa candidate à l'élection dans Montréal-Nord. Nous y sommes allés avec trompettes et pancartes, tous s'est bien déroulé, nous avons eu l'appui des citoyens qui nous serraient la main.

On veut rappeler au maire et à la population ce qu'il a dit en 2013. Est-ce qu'il l'a oublié ? Ce sont des actions de visibilité comme celles-là qu'on organise en ce moment.

On veut la reconnaissance, le respect des employés. On ne peut pas permettre que la ville donne l'exemple qu'on peut se débarrasser des employés et de leur expertise et les remplacer par du « cheap labour » au salaire minimum qui au final revient à coûter plus cher. Montréal est une métropole qui doit montrer l'exemple d'emplois de qualité. Sinon c'est du nivellement vers le bas et ça envoie un bien mauvais signal aux entreprises privées.

Notre mouvement de défense, on le fait pour nos conditions de travail et pour tous les travailleurs.



Photo tirée de la page Facebook des cols bleus de Montréal



Ingérence impérialiste au Venezuela

Tous avec les travailleurs de l'automobile et le gouvernement vénézuéliens pour forcer GM à assumer ses obligations!

- Margaret Villamizar -



Les travailleurs de l'usine GM de Valencia au Venezuela manifestent le 28 avril 2017 contre la décision de la compagnie de fermer l'usine. (D. Blanco)

Le 20 avril, au lendemain d'actions violentes menées dans les rues du Venezuela par les forces d'opposition appuyées par les États-Unis pour demander des élections prématurées et une intervention étrangère, le géant américain de l'automobile, General Motors, a annoncé qu'il avait été forcé de cesser ses opérations au Venezuela suite à une « saisie judiciaire illégale de ses avoirs ». [1] Ces affirmations de GM sont frauduleuses et visent à dissimuler ses tentatives d'échapper à ses engagements envers le Venezuela et sa participation à une guerre économique orchestrée contre la classe ouvrière et le peuple du Venezuela et leur gouvernement.

GM n'a pas assemblé un seul véhicule en 2016 bien qu'il ait eu l'avantage d'un taux de change préférentiel lui permettant d'acheter des matériaux et des pièces importés qui ne sont jamais devenus des véhicules ! Au moment de l'annonce de son départ du pays la compagnie a même reconnu que seulement 350 employés travaillaient à l'usine et qu'ils faisaient des tâches administratives et d'après-vente mais pas de production. En novembre dernier, les dirigeants syndicaux ont dénoncé la direction de la compagnie pour avoir refusé d'utiliser l'usine pour assembler des



véhicules et s'en être plutôt servi comme paravent pour revendre des pièces d'auto.

Deux jours après l'annonce officielle de GM, ses travailleurs, qui avaient tous été mis à pied pour une période indéfinie faute de production et qui recevaient un « versement symbolique » ridicule de moins d'un dollar par semaine de la compagnie, ont été informés par message texte que leur emploi était terminé et qu'une indemnité de départ couvrant les avantages sociaux monétaires qui leur étaient dus avait été versée dans leurs comptes de banque. Les travailleurs ont été enragés de découvrir que GM avait déduit de leur paie finale le coût des prestations que la compagnie était tenue de verser en vertu de la convention collective et ils veulent que la compagnie rende des comptes.

Le vendredi 28 avril, des syndicats représentant les travailleurs de divers secteurs dans l'État de Carabobo ont marché en solidarité avec les travailleurs de GM dans la zone industrielle de Valencia jusqu'au Parlement de l'État. Ils y ont dénoncé la fermeture « irrégulière » de GM, ont eu une rencontre avec une commission de députés de l'État et leur ont demandé leur appui. « Si la compagnie réussit à faire ce qu'elle veut faire, d'autres compagnies vont vouloir suivre son exemple », a dit un travailleur de GM qui est membre de la Centrale des travailleurs socialiste bolivarienne. Il a qualifié la fermeture de geste brutal visant à saboter l'économie nationale, ajoutant que GM était habitué à acquérir de manière frauduleuse des devises étrangères à même l'approvisionnement du pays en dollars américains pour faire un commerce illégal de devises et ouvrir la voie à l'importation pure et simple de véhicules et pas seulement de pièces.

Un membre du syndicat des travailleurs de Ford a dit que lui-même et ses collègues de travail, de même que des travailleurs d'autres usines automobiles et d'autres industries de la région, marchaient en solidarité avec les travailleurs de GM parce qu'on rapporte depuis un bon moment que Ford et d'autres compagnies mènent des activités similaires. Il a dit que de nombreuses familles de la région vivent sous la menace constante de fermetures d'usines et de transfert d'activités de la part des compagnies vers l'importation au détriment de toute production dans le pays. Lorsque la marche a été annoncée, un membre de l'exécutif d'un des syndicats de GM a parlé en bien du travail qu'a fait le gouvernement de Nicolás Maduro pour s'assurer que les compagnies s'acquittent de leurs obligations envers les travailleurs.



Rassemblement et marche le 28 avril 2017 des travailleurs de GM et de travailleurs d'autres secteurs

Peut-on croire pour un instant que le fabricant numéro un mondial d'automobiles n'a vraiment pas réussi à obtenir les dollars nécessaires pour importer des pièces et d'autres matériaux dont il a besoin pour continuer de fabriquer des véhicules au Venezuela alors que le gouvernement vénézuélien lui offre de l'aide financière et autre pour que la production se fasse ? Ou que la demande s'est soudainement tarie dans un pays où il y a à peine cinq ans 100 000 autos ont été produites et que maintenant GM n'a pas pu produire un seul véhicule et s'est contenté de vendre des pièces de rechange à partir de son usine de Valencia ? [2]



Ce qui s'est vraiment produit n'a absolument rien à voir avec cette histoire inventée de GM qui cherche à dépeindre le gouvernement vénézuélien comme un gouvernement qui agit de façon illégale, une histoire que répandent allègrement les médias. En réalité, le gouvernement vénézuélien défend la constitution du pays et la primauté du droit face aux violations délibérées par GM de ses engagements envers le Venezuela, quelque chose auquel GM n'est pas habitué. Le système judiciaire vénézuélien a imposé un embargo sur les avoirs de GM au pays, y compris l'usine de montage d'où il est interdit de sortir quoi que ce soit. [3]

En fait c'est GM qui n'agit pas conformément à la loi et le système judiciaire vénézuélien insiste pour qu'il rende des comptes. En dépit de cette action, le gouvernement vénézuélien a aussi affirmé qu'il n'a aucune intention d'exproprier la compagnie et qu'il a, au contraire, informé la compagnie qu'il est prêt à travailler avec elle dans le but de relancer la production.[4]

Les travailleurs au Canada et aux États-Unis savent d'expérience que les compagnies comme GM se servent des lois de la faillite telles que la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) pour obtenir une protection juridique pour leur vol légalisé et leur refus de respecter leurs engagements. Ces monopoles privés sont habitués à ce que les gouvernements et les tribunaux soient leurs complices complaisants au lieu d'exiger d'eux qu'ils rendent des comptes. Au Venezuela, cependant, on exige qu'ils respectent leurs obligations juridiques et en même temps on leur offre de l'aide pour qu'ils continuent de produire afin de protéger les emplois des travailleurs et servir les besoins de la population en autos et autres véhicules, même en des moments économiques troubles où le gouvernement est soumis à des pressions de toutes sortes. Voilà ce qui en est de ce tapage au sujet d'une « expropriation » et d'un « dommage irréparable ». Les travailleurs canadiens doivent appuyer les travailleurs de GM et le gouvernement du Venezuela et exiger que GM respecte ses engagements et qu'il reprenne la production.

Notes

1. Par voie de communiqué, GM a déclaré que son usine de montage de Valencia dans l'État de Carabobo avait été « saisie de façon soudaine par les autorités publiques, ce qui empêche les opérations normales » et qu'il en avait résulté des « dommages irréparables » à la compagnie, à ses 2 678 travailleurs, à ses 79 concessionnaires (qui emploient 3 900 personnes) et à ses fournisseurs de pièces, ce qui affecterait un autre 12 000 travailleurs. GM a aussi affirmé qu'il entreprendrait d'importants recours judiciaires à l'intérieur et à l'extérieur du Venezuela afin de « défendre ses droits ». Un porte-parole de GM aurait déclaré, selon le *New York Times*, que l'usine de montage de Valencia avait été fermée 42 jours avant l'annonce de la compagnie de sa décision de quitter le pays suite à une « prise de contrôle » par les membres d'un de ses deux syndicats et que lorsque GM avait demandé de l'aide au gouvernement pour « reprendre » l'usine, le gouvernement

aurait lui-même « pris le contrôle » de l'usine.

La déclaration de GM a immédiatement été propagée par les principales agences médiatiques des États-Unis, du Canada et d'ailleurs, avec de grands titres sur la soi-disant expropriation de l'usine GM par le gouvernement vénézuélien et sur les soi-disant pressions exercées par le gouvernement sur la compagnie pour que celle-ci quitte le pays. Certains ont appelé le président Donald Trump à augmenter les pressions économiques contre le Venezuela et ont saisi l'occasion pour sonner l'alarme sur les risques de faire des affaires avec le Venezuela et pour diaboliser le gouvernement. Par exemple, le CBC Business News s'est inspiré d'un article de l'Associated Press pour déclarer : « La prise de contrôle fait partie d'une série de confiscations d'usines et d'autres biens qui ont marqué la soi-disant révolution socialiste du 21^e siècle au Venezuela qui a été initiée par feu Hugo Chavez il y a deux décennies. » Selon un autre article du *Detroit Free Press*, un avocat en matière commerciale de Miami aurait déclaré : « Je soupçonne que le sort de GM n'est pas un cas isolé puisque le gouvernement vénézuélien veut désespérément mettre la main sur tous les avoirs possibles ».

2. Ford, Fiat Chrysler et Toyota ont tous des usines de montage au Venezuela et ont eux aussi coupé la production de façon draconienne en invoquant une « demande non existante » et des problèmes de devises. Un autre grief de ces monopoles est qu'ils ne peuvent obtenir les dollars requis pour « rapatrier des profits » aux États-Unis ou au pays où se trouvent leurs sièges sociaux. Selon le *New York Times*, en 2016 les fabricants d'automobiles ont produit seulement 4 900 véhicules au Venezuela comparativement à 31 000 en 2015.

3. En 2001, un concessionnaire automobile privé a intenté une poursuite contre GM pour bris de contrat, le poursuivant pour des dommages évalués à 476 millions de bolivars vénézuéliens (environ 47 millions \$US au taux d'échange officiel actuel) pour ne pas avoir livré près de 10 000 véhicules qu'il s'était engagé à livrer au concessionnaire. GM a ignoré une décision de 2015 de la Cour suprême du Venezuela lui ordonnant de rembourser au concessionnaire les dommages qu'il lui avait causés. Le 4 avril, bien avant que GM fasse son annonce, un tribunal de l'État de Zulia a confirmé l'ordonnance de 2015 et placé un embargo sur les avoirs de GM au pays lequel comprenait l'interdiction faite à GM de sortir quoi que ce soit de son usine tant qu'il n'aurait pas rempli ses obligations en vertu de la loi du Venezuela. GM a déclaré par voie de communiqué qu'il avait annulé son contrat avec le concessionnaire à cause de sa « piètre performance » et a qualifié l'embargo ordonné par le tribunal d'« inapproprié, absurde et dépourvu de logique en loi ou en ce qui a trait à un processus en bonne et due forme ».

4. En plus d'expliquer comment les accusations au sujet d'une expropriation par le gouvernement du Venezuela ou d'une confiscation de la propriété de GM sont entièrement fausses, le ministre du Travail et de la Sécurité sociale du Venezuela Francisco Torrealba a dit que dès que le quartier général de GM à Détroit a annoncé que celui-ci quittait le pays, le gouvernement a invité le fabricant américain à discuter des options permettant à l'usine de reprendre la production et indiqué sa volonté de lui fournir une nouvelle aide à cet égard. Dans une entrevue télévisée quelques jours plus tard, il a dit que l'État vénézuélien veut que l'usine revienne à une production maximum dans les mains de ses propriétaires légitimes et qu'il est prêt à aider pour que cela se produise. Il a dit que l'objectif du gouvernement est de protéger les emplois et de voir l'usine produire au maximum de sa capacité pour satisfaire la demande intérieure et pour faire des exportations. Il a dit que le gouvernement avait déjà fourni aux usines de montage un traitement spécial en vertu de l'importance du secteur, leur fournissant de l'aide financière et d'autres types d'aide pour reprendre la production et augmenter leur capacité productive. Cela comprend un taux de change étranger préférentiel en reconnaissance de leur besoin d'importer des pièces et des matières premières en utilisant des dollars américains et pour permettre aux acheteurs de nouveaux véhicules de les payer en combinant des bolivars vénézuéliens et des dollars.

(Sources : *Aporrea.org*, *El Carabobeño*, *Notitarde*. Photos : *TML*, *D. Blanco*, *Aporrea.org*.)



Note aux lecteurs

Pour connaître les opinions du PCC(M-L) sur cette question de l'ALÉNA et du bois d'oeuvre, lire le numéro de samedi prochain de *LML*. Vous trouverez des reportages et des photos des activités du Premier Mai tenues au pays, aux États-Unis et dans le monde dans le Supplément du *Marxiste-Léniniste* qui sera lui aussi disponible le 6 mai à pccml.ca.



NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca